

COMMUNIQUE

Rencontres Tsiganes tient à exprimer toute son indignation suite aux propos tenus par Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, dans une interview accordée au journal 'Le Parisien' sur la situation des Roms dans son édition du 14 mars.

Malgré la mise en place d'une mission de coordination interministérielle de l'action de l'État sur le sujet confiée par le Premier Ministre au Préfet Alain Régnier, le Ministre de l'Intérieur continue à vouloir s'en démarquer personnellement par ses déclarations inopinées dans les médias.

>

Association participante aux actions mises en oeuvre par la délégation interministérielle, au plan national comme au niveau local, Rencontres Tsiganes est choquée par le peu de considération que le Ministre de l'Intérieur semble accorder à ce travail partenarial.

>

A quelle étude se réfère Monsieur Valls pour affirmer que "Des familles sont désireuses de s'intégrer, mais elles sont une minorité" ? C'est donc à ce genre de conclusion à l'emporte-pièce que servent les diagnostics actuellement menés sur le terrain auprès des familles par les associations comme la nôtre ? Si c'est le cas, on peut raisonnablement se demander s'il est vraiment nécessaire que nous les poursuivions.

En effet, à quoi peut donc bien servir le travail qu'on nous demande, puisque de toute façon, comme aime à le répéter à chaque occasion Monsieur Valls en approuvant les déclarations du Premier Ministre roumain selon lesquelles "Les Roms ont vocation à rester en Roumanie, ou à y retourner".

Les Roms roumains, désignés comme une ethnie particulière, auraient-ils un statut dérogatoire en Europe qui les assigne à résidence pour l'éternité

>

Monsieur Valls ignore-t-il qu'il y a actuellement près de 800 000 français qui ont choisi de s'établir en Europe en dehors de nos frontières pour diverses raisons. Quelle serait sa réaction si un ministre d'un gouvernement européen déclarait avec le même aplomb que "Les français ont vocation à rester en France, ou à y retourner". Trouverait-il cela normal ? Ces allégations et ces fanfaronnades sont profondément choquantes et contraires aux valeurs de la République et au droit européen.

En citant les habituels poncifs sur cette communauté associés à ses récurrents messages de fermeté, Monsieur Valls ne fait qu'entretenir voire encourager dans l'opinion publique le rejet et la discrimination déjà bien présents à l'égard de ces populations.

>

Rencontres Tsiganes condamne fermement ces propos dans leur ensemble et demande au Premier Ministre ainsi qu'aux différents ministères chargés conjointement de ce dossier de réagir aux déclarations du Monsieur Valls.

Marseille le 15 mars 2013